



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/AC.154/315
23 mars 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ DES RELATIONS AVEC LE PAYS HÔTE

LETTRE DATÉE DU 9 MARS 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU COMITÉ
DES RELATIONS AVEC LE PAYS HÔTE PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT
DE CUBA AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire distribuer comme document officiel du Comité des relations avec le pays hôte le texte ci-joint de la note verbale, datée du 9 mars 1998, qu'a adressée la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies à la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation.

La note en question porte sur un incident survenu à l'aéroport de Bruxelles, le 27 février 1998, avec les autorités de la compagnie Delta Airlines, alors que je revenais à New York après avoir assisté, en ma qualité de Vice-Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, à un séminaire international sur la Palestine qui se tenait à Bruxelles.

(Signé) Bruno RODRÍGUEZ PARRILLA

ANNEXE

Note verbale datée du 9 mars 1998, adressée à la Mission
permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation
des Nations Unies par la Mission permanente de Cuba auprès
de l'Organisation

La Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation et souhaite se référer à l'incident survenu à Son Excellence M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies et Vice-Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, à l'aéroport de Bruxelles, le vendredi 27 février 1998, alors qu'il revenait à New York après avoir participé à une réunion officielle tenue sous les auspices de l'ONU – un séminaire international sur la Palestine.

Des agents de la compagnie aérienne américaine Delta Airlines ont sélectivement appliqué à M. Bruno Rodríguez Parrilla une procédure discriminatoire alors qu'il tentait de prendre le vol DL 141 à 10 heures (heure locale). Aucun autre passager de ce vol, y compris un autre Représentant permanent auprès de l'ONU et des fonctionnaires du Secrétariat qui ont assisté à l'incident, n'a été soumis à des formalités additionnelles.

M. Parrilla a suivi la procédure ordinaire d'enregistrement au comptoir Delta et passé normalement les contrôles de sécurité de l'aéroport. Mais lorsqu'il est arrivé à la porte de départ, des représentants de la compagnie aérienne lui ont dit qu'il ne pouvait pas monter dans l'avion sans une formalité supplémentaire concernant ses bagages à main, puis a été amené à la salle 40 de l'aéroport, qui était située à quelque 500 mètres de la salle d'embarquement de son avion et manifestement équipée pour des opérations spéciales d'inspection sécuritaire par des agents américains, qui ont alors essayé de procéder à une fouille manuelle des bagages à main de l'Ambassadeur et de sa personne.

Les agents de Delta et le représentant des autorités aéroportuaires belges, qui s'est présenté sous le nom de Peter Jennsens, ont avancé qu'il s'agissait de règlements spéciaux établis par l'Administration fédérale de l'aviation des États-Unis (FAA) concernant les nationaux de certains États. M. Parrilla a invoqué les privilèges et immunités qui lui sont conférés en vertu des instruments juridiques internationaux en vigueur et a carrément refusé de se prêter à une procédure aussi humiliante, sélective et discriminatoire. Une demi-heure après l'heure prévue pour le départ de l'avion, l'Ambassadeur n'avait toujours pas pu embarquer.

La Mission permanente de Cuba rappelle qu'un incident analogue s'est produit le 17 août 1996, à l'aéroport Kennedy, avec des agents de la compagnie américaine Northwest Airlines, que la Mission a décrit dans une note verbale datée du 26 août 1996 (A/AC.154/292), et dont elle réitère la teneur à cette occasion.

Dans la note verbale susmentionnée, la Mission permanente de Cuba déclarait que les tentatives répétées et les pressions exercées pour inspecter manuellement les bagages à main de l'Ambassadeur constituaient une violation flagrante des privilèges et immunités conférés aux diplomates en vertu de plusieurs instruments juridiques internationaux, en particulier la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, l'Accord de siège de l'ONU et la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

De même, la Mission permanente de Cuba déclare qu'il est inadmissible d'appliquer des mesures spéciales, sélectives et discriminatoires à un passager du seul fait qu'il s'agit d'un diplomate de la République de Cuba.

Avant l'incident à l'aéroport Kennedy, la Mission permanente de Cuba avait porté à l'attention des autorités du pays hôte le fait que certaines informations étaient publiquement diffusées à l'ONU sur les mesures prises par les autorités des États-Unis concernant la sécurité des vols, y compris l'existence d'une liste de pays supposés avoir des liens avec le terrorisme dont les nationaux feraient l'objet de mesures spéciales, discriminatoires et sélectives dans les aéroports des États-Unis.

La Mission des États-Unis d'Amérique, dans sa note verbale HC-33-96, du 4 septembre 1996, a répondu qu'elle regrettait l'incident survenu au Représentant permanent de Cuba le 17 avril 1996 et déclaré que les mesures nécessaires avaient été prises pour empêcher qu'un incident de ce genre ne se reproduise.

Toutefois, les faits font apparaître l'existence de règlements établis par les institutions officielles du Gouvernement des États-Unis d'Amérique en violation des privilèges et immunités diplomatiques internationalement reconnus dont jouissent les agents diplomatiques et représentants des États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Les médias américains, par exemple le New York Times dans son numéro du 31 décembre 1997, ont traité ouvertement de la question.

À cet égard, la Mission permanente de Cuba souhaiterait savoir s'il existe des règlements promulgués par des institutions officielles du Gouvernement des États-Unis tels que ceux décrits ci-dessus, et aimerait avoir une réponse à cette question.

La Mission permanente de Cuba réitère qu'elle ne renoncera pas aux privilèges et immunités diplomatiques conférés à ses représentants officiels en vertu de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, l'Accord de siège de l'ONU et la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

La Mission permanente de Cuba se réserve le droit de s'adresser aux organes compétents des Nations Unies pour dénoncer l'application répétée d'une mesure inacceptable, sélective et discriminatoire à des représentants diplomatiques de Cuba accrédités auprès de l'Organisation des Nations Unies.
